Christine LAZERGES, présidente de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDDH), professeur émérite de l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne

Pour une procédure rapide et accessible de modification du genre à l'état civil

Accelerated procedure to change gender on civil status

La Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDDH), créée dès 1947, est l'institution nationale de protection et de promotion des droits de l'homme accréditée par les Nations unies. Autorité administrative indépendante, elle assure, par ses études et avis, une mission de conseil auprès du Gouvernement et du Parlement et exerce sa vigilance sur le respect des libertés et droits fondamentaux. La question des discriminations, dont celles à l'égard des personnes homosexuelles et transgenres, ne peut que la préoccuper. Preuve en est l'avis adopté par son assemblée plénière le 26 juin 2014 sur les violences et discriminations commises à raison de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre (*JORF* n° 0156 du 8 juillet 2014, texte n° 91), ainsi que l'avis du 27 juin 2013 sur l'identité de genre et sur le changement de la mention de sexe à l'état civil (*JORF* n° 0176 du 31 juillet 2013, texte n° 100).

On comprendra que l'article 18 quater inséré par amendement à l'Assemblée nationale dans le projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle, bénéficie de toute l'attention de la CNCDDH, en ce qu'il intègre dans le Code civil – et c'est là un véritable progrès – une nouvelle section relative à la procédure de changement de sexe à l'état civil. En effet, la Commission n'ignore pas que la mention du sexe demeure, dans notre droit, un élément essentiel de l'identification des personnes et que l'état civil revêt une forte importance symbolique dans la tradition républicaine française. L'état des personnes a en effet un rôle essentiel, à la fois au regard de l'intérêt général (puisqu'il permet une identification simple et sûre d'autrui) et au regard du sujet lui-même. La CNCDDH est également consciente de la situation très précaire des personnes transidentitaires en France. Le droit non seulement n'est pas suffisamment protecteur pour ces personnes, mais contribue aussi à les maintenir pendant de nombreuses années dans une situation de grande vulnérabilité sociale. C'est pourquoi la CNCDDH soutient, depuis son avis précité du 27 juin 2014, la nécessité d'une refonte de la législation française concernant l'identité de genre et le processus de changement de sexe à l'état civil. L'enjeu est, rappelons-le, d'améliorer la lutte contre les discriminations et de défendre le principe de l'égalité de tous devant la loi.

Le nouvel article 61-6 du Code civil prévoit une saisine par écrit du tribunal de grande instance. Pour sa part, la CNCDDH avait retenu, après de nombreux débats et auditions, l'option d'une déjudiciarisation partielle de la procédure, lui apparaissant plus rapide et mieux à même de garantir le respect des droits des personnes transidentitaires. Pour notre Commission, la procédure se déroulerait en deux temps : elle consisterait d'abord en une déclaration auprès d'un officier d'état civil, avec production d'au moins deux témoignages attestant de la bonne foi du requérant, la qualité de ces témoignages devant faire l'objet d'une attention particulière. Cette première démarche devrait ensuite être contrôlée et validée par un juge du siège

dans le cadre d'une audience d'homologation. En conséquence, à notre sens, l'article 61-6 du Code civil aurait pu être amélioré et ce, d'autant que l'objectif global de la nouvelle loi est de permettre un accès plus rapide des justiciables à la justice en simplifiant les procédures.

Par ailleurs, la CNCDH s'est, dans son avis du 27 juin 2013, clairement prononcée pour la démedicalisation complète de la procédure de changement de la mention de sexe à l'état civil. Le nouvel article 61-6 alinéa 3 prévoit certes en ce sens que « le seul fait de ne pas avoir subi des traitements médicaux, une opération chirurgicale ou une stérilisation ne peut suffire à motiver le refus de faire droit à la demande », mais plusieurs incertitudes demeurent en l'état actuel de la loi.

D'une part, l'appréciation de la sincérité de l'appartenance au sexe qui n'est pas celui mentionné à l'état civil (art. 61-5 alinéa 1^{er}: « Toute personne majeure qui démontre par une réunion suffisante de faits que la mention relative à son sexe à l'état civil ne correspond pas à celui auquel elle appartient de manière sincère et continue peut en obtenir la modification »), risque en pratique de dépendre principalement de la production de pièces et d'attestations médicales.

D'autre part et surtout, le nouvel article 61-5 – qui énumère les circonstances permettant de prouver que la mention à l'état civil relative au sexe de l'intéressé ne correspond pas à celui auquel il appartient de manière sincère et continue¹ – vise en son 4^o « l'apparence physique du sexe revendiqué par l'effet d'un ou de plusieurs traitements médicaux ». Si la liste de ces faits devait être cumulative, ce qui n'est pas clair dans la rédaction du texte, il y a lieu de craindre que la démedicalisation complète de la procédure ne soit pas pleinement garantie. En conséquence, le nouveau texte aurait pu utilement prévoir que la liste est indicative. Espérons que les magistrats chargés d'appliquer les nouvelles dispositions en développeront une approche souple et progressiste.

Julia GAUBERT, *docteur en droit, responsable des affaires générales et juridiques à l'institut du cancer de Montpellier*

« *Winter is coming* »...

« La Grande-Bretagne elle-même est une île flottante qui, selon les inflexions de sa politique, s'approche ou s'éloigne de l'Europe » écrivait l'historien Alfred Luce dans les années 1950. Les Européens étaient depuis longtemps habitués aux valseuses d'intentions de nos homologues d'Outre-Manche, mais personne n'avait sérieusement envisagé ce scénario du divorce brutal et définitif.

1. « Les principaux de ces faits, dont la preuve peut être rapportée par tous moyens, sont: 1° Qu'elle se présente publiquement comme appartenant au sexe revendiqué; 2° Qu'elle est connue sous le sexe revendiqué de son entourage familial, amical, ou professionnel; 3° Qu'elle a obtenu le changement de son prénom afin qu'il corresponde au sexe revendiqué; 4° Qu'elle a l'apparence physique du sexe revendiqué par l'effet d'un ou de plusieurs traitements médicaux ».